La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° **1172** - février 2016

SOMMAIRE :

• **ACTUALITÉ**

page 2 Au fil des jours, *par* JEAN-PIERRE MON

Le pouvoir financier : le référendum Suisse, les Fat cats, la servilité des médias et l'entrée de la Terre en politique.

page 3 Davos 2016, *par* JEAN-PIERRE MON

Avec l'entrée de Hubo et l'annonce de 200 millions de chômeurs, le moral des patrons n'était pas au beau fixe : ils sont sommés de prendre d'urgence des mesures contre les inégalités et les paradis fiscaux…

page 5 Faut-il pavoiser ?

MARIE-LOUISE DUBOIN *montre que, l'emploi salarié disparaissant, l'idée d'un revenu garanti s'affirme, à toute allure, dans de nombreux pays. Mais à ne l'envisager que par REdistribution, les problèmes posés par son financement sont loin d'être résolus.*

page 6 Une bien mauvaise pente

Pour FRANÇOIS CHATEL *la déclaration d'État d'urgence s'inscrit dans "la stratégie du choc" : elle permet de réprimer toute contestation, même non terroriste, dont celle du capitalisme et de ses méfaits.*

• **RÉFLEXION**

page 10 Quel monde demain ?

JACQUES HAMON *évoque le gigantesque défi posé par les contraintes de la transition énergétique.*

page 12 Courrier des lecteurs

GUY EVRARD *rappelle ses précédents articles sur l'équilibre démographique nécessaire.*

JEAN QUÉBRE *évoque poétiquement le Clichy de sa jeunesse.*

SERGE BAGU *exprime les états d'âme d'un "citoyen de base".*

PRIX en FRANCE 2,20 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0418 I 83051

L'exemple Suisse

Depuis longtemps la Suisse constitue, c'est bien connu, un bon coffre-fort pour les grandes fortunes du monde entier. Mais à la suite de la crise de 2008, l'Etat fédéral suisse a du intervenir massivement pour éviter l'effondrement du système bancaire et de l'économie. Les Suisses, conscients du danger, ont lancé l'initiative populaire **«Monnaie pleine»** pour protéger leur monnaie. Elle a obtenu plus de 111.819 signatures valables. En conséquence, la Chancellerie fédérale a confirmé le 24 décembre 2015, l'organisation d'un référendum appelant la population à se prononcer sur **la fin du pouvoir de création monétaire par les banques privées** et le retour à la Banque nationale suisse du monopole de la création des moyens de paiement, monopole qu'elle avait acquis en 1891 mais perdu peu à peu avec le développement du secteur bancaire privé.

En bref, la *Monnaie pleine*, c'est le retour à la banque centrale, et à elle uniquement, du pouvoir de créer de la monnaie ex-nihilo (c'est à dire sans fonds propres ou réserves préalables).

Michael Kumhof et Jaromir Benes, économistes au FMI (dont le rôle est d'assurer la stabilité financière mondiale), ont examiné minutieusement la réforme *Monnaie pleine* et confirmé les effets positifs que pourrait avoir sa mise en œuvre[1].

Les "*Fat cats*"

C'est ainsi que les Anglais désignent leurs grands patrons. Le "*High Pay Centre*", (HPC), une association britannique qui milite contre «*l'injuste écart de revenus qui existe dans le Royaume Uni*» a instauré le "*Fat Cat Tuesday*", jour qui suit de très près le retour au bureau des directeurs généraux des entreprises du Footsie (les 100 principales entreprises cotées à la Bourse de Londres). Ce 5 janvier 2016, il n'a fallu, selon le *HPC*, que vingt-deux heures de travail aux grands patrons pour gagner 37.732 euros, soit autant que ce que gagne annuellement un salarié moyen britannique. Autrement dit, le salaire horaire moyen de ces directeurs généraux (même calculé en supposant qu'ils travaillent douze heures par jour et ne prennent que 10 jours de vacances !!) serait de 1.260 livres, soit 22 heures de travail d'un salarié moyen.

Les grands patrons britanniques gagnent aujourd'hui 183 fois plus que le salaire moyen. Cela n'était encore que 47 fois plus en 1998 !

Qui fera peur aux riches ?

«*La chute du mur de Berlin ? C'est une bonne nouvelle, bien sûr, mais qui fera peur aux riches maintenant ?*»

C'est la question que se posait l'écrivain et journaliste Jules Roy au lendemain de la chute du mur de Berlin raconte J.C. Guillebaud dans une de ses récentes chroniques du *Téléobs*[2]. Il est scandalisé : «*C'est peu de dire que le riches (en Chine, en Russie, comme en Europe ou aux États-Unis) n'ont plus peur. Non contents de confisquer la richesse planétaire, ils affichent leur gloutonnerie avec fierté*». Contrairement à ce qui se passait au XIXème siècle, et au début du XXème, où des journaux comme *La Caricature*, *Le Charivari* puis *L'assiette au beurre* publiaient des portraits moquant des possédants, des bourgeois, des rentiers contents d'eux–mêmes, portraits qui valurent souvent à leurs auteurs (dont Honoré Daumier), des poursuites judiciaires, aujourd'hui, déplore Guillebaud, lorsqu'on jure que les amuseurs se moquent désormais de tout, on se trompe, on peut rire de tout … sauf de l'argent. «*C'est une rupture culturelle insidieuse et historique* […] *Dans la France de 2016, oublieuse de cet irrespect fondateur qui fut longtemps sa force, plus beaucoup de monde n'ose montrer son cul aux riches… On s'interrogera sûrement dans l'avenir sur cette capitulation en rase campagne de l'esprit médiatique devant la monnaie […] Une chose est sûre : penaud et collabo, l'esprit public a rendu les armes. Il ne tire plus désormais que sur des ambulances. Au secours les "Charlie"!*».

L'entrée de la Terre en politique

«*Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont : le premier, que le plein emploi n'y est pas assuré, le second, que la répartition de la fortune y est arbitraire et manque d'équité*»[3]. C'est ce que disait déjà Keynes en 1936. 80 ans plus tard, l'emploi décent disparaît et les inégalités explosent. Bruno Latour, philosophe et sociologue des sciences, en donne pour explication*: l'entrée en politique de la planète Terre*[4]. «*La COP21 nous a fait prendre conscience que la planète Terre ne ressemble pas du tout au globe de la mondialisation. Pour le dire de façon brutale : il n'y a pas de planète correspondant à la Terre promise de la mondialisation*» et les premiers à l'avoir compris (il y a une trentaine d'années) sont non seulement les écologistes mais aussi les «*climato-sceptiques*» qui ont très bien vu que la Terre ne possédait pas suffisamment de ressources pour tout le monde et donc «*qu'il fallait se défendre en s'enfermant dans une forteresse d'inégalités*». C'est parce que les "élites" ont abandonné tout espoir de jamais partager leur territoire avec ceux auxquels elles ont demandé de se moderniser ou de périr que l'immense mouvement qui a permis aux 10% les plus riches de devenir le 1% puis le 0,1% a pu se développer. Pour Latour, il faut se reterritorialiser très vite sur cette Terre en comprenant qu'elle a un climat, un sol, des limites, des lignes de front,… bref qu'elle ne ressemble plus à l'ancien monde dit «*naturel*».

Jean-Pierre MON

1. *Chicago Plan revisited* (document de travail FMI)
2. Téléobs, 30/01-05/02 : 2016.
3. J.M. Keynes, *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936).
4. *Le climat un nouvel horizon politique*, B. Latour, *Le Monde, Débats*,13/01/2016.

Davos 2016

La neige qui tombait sur Davos ce 20 janvier à l'ouverture du Forum économique et mondial n'allait pas contribuer à remonter le moral des grands patrons, chefs d'Etat, ministres, universitaires, qui allaient y participer. Le discours d'introduction que fit le fondateur du Forum, Klauss Schwab, fut particulièrement révélateur de ses craintes : *«Il n'y a jamais eu de temps aussi prometteurs ni aussi périlleux que ceux d'aujourd'hui»*, asséna-t-il à ses auditeurs.
Il ne faisait ainsi qu'exprimer le sentiment général des patrons, dont le moral est loin d'être au beau fixe. En effet, selon le cabinet d'Audit PwC France, les deux tiers des patrons estiment que leur entreprise doit faire face à plus de menaces aujourd'hui que dans les trois dernières années car ils craignent non seulement un ralentissement de la croissance économique mondiale à cause de la baisse des performances chinoises, des récessions russe et brésilienne, de l'effondrement du prix du pétrole,… mais ils redoutent, plus encore, la divergence des mesures prises par les grandes banques centrales, le chaos au Moyen Orient, le traitement des questions migratoires en Europe et… le résultat des élections américaines.

Hubo a fait son entrée au forum

Ce Forum 2016 était placé sous le signe de la *"Quatrième révolution industrielle"*, c'est-à-dire sous celui des nouvelles technologies numériques et de leurs conséquences. Symbole fort, c'était **Hubo** (**Hu**manoïd Ro**bo**t), un robot Sud Coréen, lauréat du concours organisé le 6 juin dernier par l'agence américaine des projets de recherches avancées sur la défense, qui accueillait les participants en leur offrant *l'International New York Times* !
Hubo, dit-on, sait à peu près tout faire: conduire une voiture, monter des escaliers, bricoler, tenir une conversation… Il y avait là de quoi s'interroger, comme en témoignent les titres de nombreuses sessions : Que représente la *Quatrième révolution industrielle* pour la société civile ? Améliorera-t-elle l'état du monde ? Quel rôle y jouera l'enseignement ? Que se passera-t-il quand les robots prendront notre place ?
Cette dernière question étant particulièrement sensible, elle venait justement de faire l'objet d'une enquête effectuée par des chercheurs du Forum auprès des services des *"Ressources Humaines"* d'un grand nombre d'entreprises (gérant au total 65% des salariés de la planète !). Cette enquête, très fouillée, montre que la mise en œuvre des technologies numériques se traduira, au cours de cinq prochaines années, par la suppression de 7,1 millions d'emplois et la création de 2 millions d'autres, soit une perte nette de 5 millions d'emplois.
L'Organisation Internationale du Travail (OIT) et l'ONG Oxfam font des constats analogues et exigent des "élites"des mesures radicales et rapides pour y remédier :

• Le rapport de l'OIT, intitulé *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2016*, était paru la veille de l'ouverture du Forum. M. Ryder, son directeur, le résuma en annonçant: *«Le chômage mondial*

devrait augmenter en 2016 et en 2017».
En voici quelques extraits :
«*Les taux de chômage élevés persistants à l'échelle mondiale et l'emploi vulnérable chronique dans beaucoup d'économies émergentes ou en développement continuent d'affecter profondément le monde du travail. […] Pour 2015, le chiffre final du chômage devrait se situer à 197,1 millions et la prévision pour 2016 fait état d'une augmentation d'environ 2,3 millions pour atteindre 199,4 millions. Il est probable que quelque 1,1 million de sans emploi viendront aggraver ce total en 2017. […] Beaucoup d'hommes et de femmes qui travaillent sont contraints d'accepter des emplois peu rémunérés, dans les économies émergentes comme dans les économies en développement et aussi, de plus en plus, dans les pays développés. […] La pénurie d'emplois décents pousse les gens à se tourner vers l'emploi informel qui se caractérise habituellement par une faible productivité, une maigre rémunération et aucune protection sociale.* ***Cela doit changer****. Il est indispensable de répondre rapidement et vigoureusement à l'ampleur du défi mondial de l'emploi si nous voulons réussir à mettre en œuvre le nouveau Programme de développement durable pour 2030, récemment adopté par les Nations Unies*»;

• Le rapport publié deux jours plus tôt par *Oxfam*[1], représentée au Forum par sa directrice générale Winnie Byanyima, n'avait évidemment rien, lui non plus, pour réchauffer l'atmosphère. Intitulé *Une économie au service des 1%* il montre, entre autres choses, que le patrimoine de la moitié la plus pauvre de la population mondiale s'est réduit de 1.000 milliards de dollars depuis 2010 (soit une baisse de 41 %) alors que dans le même temps, la fortune des 62 premières fortunes mondiales, (59 hommes et 9 femmes) a augmenté de plus de 500 milliards de dollars pour atteindre un total de **1.760 milliards**. Ces chiffres confirment une tendance observée par *Oxfam* : depuis le début du XXIème siècle, la moitié la plus pauvre de l'humanité a bénéficié de moins de 1% de l'augmentation totale des richesses mondiales, alors que les 1% les plus riches se sont partagés la moitié de cette hausse. **La France n'échappe pas à cette tendance puisque les 10% les plus riches ont accaparé 54% de l'augmentation des richesses entre 2000 et 2015**.
Madame Manon Aubry, responsable Plaidoyer Justice fiscale et inégalités d'*Oxfam* France explique : «*Les dirigeant-e-s du monde s'inquiètent de l'aggravation de la crise des inégalités sans pour autant prendre des mesures concrètes. Le monde est devenu beaucoup plus inégalitaire et la tendance s'accélère. (À la veille de la rencontre de Davos de l'an dernier, Oxfam avait prédit que les 1 % posséderaient plus que le reste du monde en 2016. Cette prédiction s'est en fait réalisée dès 2015 : un an plus tôt)*».
Oxfam réclame des mesures urgentes pour faire face à la crise des inégalités extrêmes et dénonce «*le rôle que jouent l'évasion fiscale et les paradis fiscaux qui privent les États des recettes fiscales nécessaires pour investir dans des services publics de qualité tels que la santé et l'éducation*». (Le montant des investissements dans ces paradis fiscaux a pratiquement **quadruplé** entre 2000 et 2014). En conséquence, Oxfam appelle à «*mettre fin à l'ère des paradis fiscaux, qui a vu de plus en plus d'entreprises et de particuliers recourir aux centres offshore afin d'éviter de verser leur juste contribution à la société*».
Pour cela elle lance une mobilisation et une pétition internationales appelant les États à adopter un plan pour mettre fin à l'ère des paradis fiscaux pour lutter contre les inégalités reposant notamment sur :
• Une transparence fiscale complète pour connaître l'activité réelle des entreprises dans les paradis fiscaux et les impôts qu'elles paient ;
• la fin des incitations fiscales qui alimentent une concurrence fiscale dommageable, préjudiciable à tous ;
• le développement d'une approche commune de taxation des multinationales au niveau européen pour qu'elles paient leurs impôts là où elles ont une activité économique réelle ;
• la révision des règles de gouvernance internationale sur la fiscalité pour que tous les pays puissent s'exprimer sur un pied d'égalité…
Aux distingués participants du Forum, Oxfam n'a pas laissé ignorer que les recherches qu'elle a menées sur 200 entreprises révèlent que **«Neuf entreprises sur dix parmi les partenaires stratégiques du Forum Économique Mondial sont présentes dans au moins un paradis fiscal»[2]…**
Aux dirigeants de ce monde, le prix Nobel Christopher Pissarides a présenté le "revenu de base", alors parions qu'ils le mettront au centre du Forum Davos 2017 !

Jean-Pierre MON

1. OXFAM est une confédération de 17 organisations qui travaillent ensemble, avec des partenaires et des communautés locales, dans plus de 90 pays dans le but de construire un monde plus juste sans pauvreté.

2. Rappelons que *La Grande Relève* n'a pas laissé ignorer à ses lecteurs (relire l'éditorial du mois précédent) la façon dont le gouvernement français a empêché que soit adoptée une loi contre l'usage des paradis fiscaux.

Faut-il pavoiser ?

L'emploi rémunérateur est en train de fondre comme neige au soleil… du numérique. C'est pour cette raison que l'idée d'un revenu garanti fait son chemin, et à toute allure. Faut-il se réjouir en pensant qu'enfin cela signifie qu'on va vers nos propositions d'une économie raisonnée, démocratiquement orientée pour mettre les moyens modernes au service de tous, supprimant ainsi la misère et l'accaparement des richesses par une minorité et empêchant ces excès qui compromettent l'avenir ?

On peut être incité à le croire, tant la solidarité est mise en avant par ceux qui présentent et défendent les mesures qui vont vers le "revenu de base". Mais pourquoi les responsables du monde seraient-ils subitement devenus soucieux des pauvres ? — La réponse apparaît dans cette entrée de Hubo au forum de Davos. Quand on annonce 200 millions de chômeurs, il est évident qu'on ne peut plus se permettre de les envoyer à un vague "pôle emploi", en leur répétant qu'ils doivent gagner leur vie à la sueur de leur front ! Quand on a compris qu'il n'est plus possible d'espérer que des emplois salariés vont permettre à ces centaines de millions de gens de survivre, il faut soit les condamner à mort, soit accepter qu'un revenu puisse être versé sans contrepartie d'un travail.

L'idée, qui n'est pas neuve, c'est celle des diverses allocations, réapparaît avec des variantes selon les pays. C'est en Espagne qu'elle a le plus avancé, J-P Mon, qui suit de près son évolution, l'évoque souvent dans nos colonnes. Ailleurs, l'association BIEN a fait le point ce 9 février :

•En Irlande il est promis 188 euros par semaine à tout citoyen. •En Finlande, une enquête, menée en décembre dernier, a révélé qu'une proposition en ce sens, présentée par les Verts et la gauche, et qui avait été soutenue longtemps par 70% de la population, l'était encore par plus de la moitié des citoyens. •En France, le 11 janvier, Delphine Batho a demandé à ses collègues de l'Assemblée Nationale d'ouvrir une enquête sur la faisabilité d'un revenu de base versé à tous, une agence gouvernementale a proposé de faire un test à ce sujet, et le ministre de l'économie se serait dit «ouvert» à cette idée. •Au Royaume-Uni, le 20 janvier, la députée Caroline Lucas, en présentant «*ces raisons simples pour lesquelles un revenu de base pour tous pourrait transformer notre société pour le meilleur*», a demandé au Parlement qu'une enquête soit menée sur les différents modèles possibles. • En Australie, le 21 janvier, une nouvelle association pour un revenu de base a tenu sa première réunion à Sydney.• Au Canada, Elisabeth May, à la tête du parti des verts, écrivait récemment dans le journal *Huffington Post*: «*Le versement à tous d'un revenu de base mettra fin à la pauvreté et économisera de l'argent*», son parti se félicite d'apprendre que les nouveaux démocrates du Saskatchewan ont changé d'avis et soutiennent maintenant cette proposition ; notre correspondante à Montréal nous a signalé la publication, ce 5 février, dans le journal de Québec *Le Soleil*, d'un article annonçant que le Premier ministre «*envisage sérieusement l'implantation d'un système de revenu garanti au Québec*», ce qu'il a commenté en ces termes : «*On lit, on regarde ce qui se fait dans d'autres pays… Il y a deux pays actuellement qui ont annoncé leur intention d'aller de l'avant, dont la Finlande. Il y a quelque chose qui m'attire dans ce concept… D'un côté, la simplification de l'État, de l'autre, le maintien de la dignité des gens. Je crois qu'il y a une combinaison qui est extrêmement intéressante*».

•Au Danemark, la banque Saxo prédit que l'Europe va envisager le revenu garanti en 2016.

•En Suisse, une enquête a montré qu'avec ce revenu assuré «*seulement 2% de la population cesserait de travailler*».

•Aux États-Unis une expérience est en cours, mais pas d'un revenu pour tous, une initiative de "crowdfunding" (financement participatif qui, le 15 janvier, avait récolté 15.000 dollars) se propose de verser un revenu, pendant un certain temps, à des personnes désignées par tirage au sort parmi les candidats déclarés ; ses promoteurs ont mené une enquête pour savoir en quoi ce revenu modifierait la vie des gagnants : ils s'investiraient dans leur travail, poursuivraient leurs études, paieraient leurs dettes, voyageraient, se consacreraient à un projet artistique, seraient moins stressés et pourraient passer plus de temps en famille ; un "éminent" syndicaliste, Andy Stern vient de publier un livre qui explique (je traduis) : «*comment un revenu universel de base peut rénover notre économie et reconstruire le rêve américain*».

Concluons que la disparition de l'emploi salarié, du métier dans lequel on pouvait acquérir de l'expérience en se sentant utile et apprécié, qui permettait de bâtir sa vie sur des projets à long terme, est un fait mondial aujourd'hui reconnu. Qu'au point de vue social, l'assurance d'un revenu est une nécessité, dont les bienfaits attendus sont évidents. Mais que son financement, qui ne peut être que par REdistribution dans le système actuel, est loin d'être trouvé.

Il n'y a donc, à ce jour, que la Suisse, avec son initiative de monnaie pleine, évoquée ci-dessus dans le *Fil des jours*, qui semble avoir trouvé la voie du financement public et sûr, de ce revenu si nécessaire : par une véritable distribution.

Marie-Louise DUBOIN

La déclaration d'état d'urgence a été prise sous prétexte de lutter contre les attentats terroristes. FRANÇOIS CHATEL montre qu'elle s'inscrit dans "la stratégie du choc" et permet en fait de réprimer toute contestation, non terroriste, du capitalisme et de ses méfaits :

Une bien mauvaise pente…

Depuis R. Reagan aux É-U, M. Thatcher au gouvernement de la communauté britannique, V. Giscard d'Estaing et F. Mitterrand en France, la mise en place de la libéralisation des marchés économiques et financiers au niveau mondial s'est traduite par la destruction des moyens de luttes (affaiblissement du syndicalisme, mesures antigrèves, effondrement des partis de la gauche réelle, etc…) et des acquis sociaux (lois du travail, sécurité sociale, retraites, salaires, etc…).

Ce dépérissement de la vraie politique de gauche a permis la progression maîtrisée du FN, servant ainsi d'épouvantail en garantissant l'endoctrinement en faveur des leaders politiques traditionnels. L'élection présidentielle de 2002 et les régionales de 2015, par exemple, ont utilisé ce piège électoral avec un beau succès.

Pour le capitalisme en difficulté, la menace aujourd'hui n'est plus le communisme, c'est, dans un contexte similaire et mondialisé, le militantisme pour un changement radical de civilisation, à la fois écologique, avec les luttes contre le changement climatique, les pollutions, les déchets, les destructions de sites, etc. et à la fois politique et économique, contre les abus et les perversions du capitalisme.

Dans plusieurs articles récents[1], *La Grande Relève* a signalé dans le monde et notamment en France, des signes d'un retour progressif des politiques totalitaires, en relation avec les perturbations que connait le capitalisme. Ce phénomène s'était déjà gravement manifesté au cours du vingtième siècle. Afin de détourner la responsabilité du malaise, la traditionnelle solution consiste à désigner un bouc émissaire, de le jeter en pâture et d'orienter ainsi les frustrations du peuple et donc son courroux. Ce n'est plus l'ensemble des membres de la religion juive, c'est maintenant ceux de la religion islamiste : le monde musulman, déstabilisé, pressurisé, manipulé, stigmatisé se retrouve ainsi utilisé à des fins stratégiques, économiques et politiques. La répression du terrorisme, en ouvrant la voie à l'élaboration de lois anticonstitutionnelles qui s'inscrivent dans le mouvement général de durcissement de la société, est dirigée, en réalité, contre le militantisme anticapitaliste.

Dès 2008, en publiant *La stratégie du choc. Montée d'un capitalisme du désastre*[2] Naomi Klein a dénoncé la méthode par laquelle le capitalisme, acculé par son incapacité à trouver des solutions constructives, veut faire taire toute protestation : c'est la peur.

Depuis plusieurs décennies le constat est probant, c'est par la peur (erreurs cumulées, stratégie machiavélique ou conséquences de luttes hégémoniques, peur de l'islam, de l'extrême droite, du chômage etc…) que le capitalisme se maintient en faisant "passer" ses mesures répressives et anti-démocratiques. Comme le montre encore Naomi Klein dans *Tout peut changer*[3], la sauvegarde du capitalisme face à la dénonciation de ses méfaits repose sur cette stratégie.

Une pente glissante

Sommes-nous en train de suivre le chemin tracé par les États-Unis après les attentats de septembre 2001? Allons-nous connaître aussi cette nouvelle chasse aux sorcières organisée cette fois contre les militants écologistes et anticapitalistes comme le dénonce le journaliste étasunien Will Potter dans *Green is the New Red ?* : dans les années 1950, la menace était rouge, aujourd'hui, elle serait verte ! Pour le FBI, les militants "lanceurs d'alertes" sont dorénavant considérés comme des terroristes, ils ont été officiellement désignés comme la seconde menace pour la sécurité intérieure des États-Unis après Al-Qaida. L'agence fédérale fait peser sur ces militants une répression féroce et sans précédent, au point que la loi *Animal and enterprise terrorism act*, volet spécial des *Patriot acts* adopté sous la pression des lobbies industriels, donne désormais la possibilité aux autorités de réprimer toute forme de protestation.

Que penser de l'utilisation des évènements tragiques du 13 novembre à Paris pour interdire toute manifestation liée au déroulement de la COP 21, alors que les manifestations sportives et commerciales restaient autorisées ?
Que peuvent valoir les "engagements" de la COP21 quand on sait que la mesure immédiatement prise après la conférence a été de baisser encore le prix du baril de pétrole et celui des carburants, ce qui ne peut qu'inciter la consommation des énergies fossiles et favoriser l'émission de gaz à effet de serre ?
Des mesures spéciales, et légitimes parce que liées à la lutte contre le terrorisme, sont l'objet de dérives inquiétantes quant aux véritables objectifs poursuivis : des actions policières ont en effet été menées contre des militants écologistes et anticapitalistes, considérés par la police comme de possibles manieurs de bombes et de kalachnikovs[4].
Plusieurs mouvements ont dénoncé des abus relatifs à l'état d'urgence. Entre autres, celui d'intellectuels français, dont Frédéric Lordon et Julien Salingue, qui publient dans *Libération* une tribune appelant à manifester malgré l'interdiction, dénonçant la «*mise sous tutelle sécuritaire de la population tout entière*»[5], appel qui a abouti le dimanche 29 novembre au dispersement musclé d'un rassemblement place de la République, intitulé *l'appel des 58*, qui revendiquait le droit à la liberté «*de se réunir, de parler, de se rassembler et de manifester ses opinions*» pendant l'état d'urgence et s'opposait à la criminalisation des mouvements sociaux[6]. Et cette motion votée lors de son congrès par le Syndicat de la magistrature qui estime que «*la lutte contre le terrorisme est détournée : les interdictions de manifestations, perquisitions et assignations à domicile visent jusqu'aux militants.*»[7] … «*Sous couvert de combattre "le terrorisme", l'état d'urgence fait peser un danger sérieux sur nos libertés, individuelles, sociales et politiques et sur la démocratie.*»[8]
En effet, tout individu peut désormais être suspecté en fonction «*de son comportement*». «*L'assignation à résidence*» (l'interdiction d'aller et venir, de se déplacer librement) ne «*doit pas viser uniquement les activités dangereuses avérées*», mais aussi «*les menaces fondées sur des présomptions sérieuses*». Les «*perquisitions administratives*» deviennent la règle et relèvent de la décision des préfets, représentants directs du gouvernement, en dehors de tout cadre judiciaire. La place du pouvoir judiciaire comme garantie des libertés est bafouée. La mise sous contrôle d'Internet doit permettre au ministre de l'Intérieur de «*prendre toute mesure pour assurer l'interruption de tout service de communication en ligne*».
De plus, le pouvoir se réserve le droit d'interdire tout rassemblement sur la voie publique, ou toute manifestation pour «*raison de sécurité*». La loi prévoit la possibilité de «*dissoudre les associations ou groupements de fait qui participent, facilitent ou incitent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public*».[9]

Ecoutons Amandine rescapée du Bataclan : «*En quoi l'interdiction de manifester et la restriction des libertés individuelles et collectives m'apporteraient plus de sécurité ? En quoi l'autorisation de porter une arme hors service à des policiers exténués depuis janvier pourrait me rassurer ? Comment la déchéance de nationalité permettrait de dissuader des individus qui n'ont pas peur de perdre leur vie ? …La "guerre" contre l'organisation État islamique ne sera pas gagnée en trois mois, alors sur quel motif, François Hollande compte-t-il mettre fin à l'état d'urgence le 26 février prochain ?*»[10]
«*La lutte contre la terreur est une lutte pour défendre les valeurs de la démocratie et des droits de l'Homme, pas pour les affaiblir*», a déclaré Zeid Raad al-Hussein, dans son rapport annuel au Conseil des droits de l'Homme à Genève.[11]
«*Plusieurs centaines de militants(es) et de manifestants(es) non violents(es) ont été brutalisés, menacés, insultés, espionnés, interpellés, poursuivis, assignés à résidence et/ou pour certains, condamnés. Ils et elles n'ont rien à voir avec les terroristes, mais les préfets et la police, profitant de leurs nouveaux pouvoirs, se déchainent pour bâillonner la contestation, partout en France.*
Une réforme de la Constitution est annoncée pour un emploi facilité de l'état d'urgence et donc des sanctions administratives, hors le contrôle du juge, hors l'état de droit. Entre les mains d'un pouvoir autoritaire, la constitutionnalisation de l'état d'urgence serait alors une arme redoutable tournée contre la démocratie et la justice sociale, et la déchéance de la nationalité serait une arme de masse pour une politique raciste.»[12]

Il y a de quoi s'inquiéter à l'écoute, le 11 janvier dernier, de la déclaration de M. Valls : «*tenter de comprendre c'est déjà excuser.*» Il est «*choquant que Manuel Valls confonde explications et excuses, car cela disqualifie tous ceux dont la fonction est de chercher des explications afin d'aider la société à comprendre ce qui lui arrive*»[13]. «*Refuser de tenter de comprendre ce qui a mené ces terroristes à passer à l'acte, c'est faire l'impasse sur les moyens de contrer les prochains.*»[14]

Va-t-on aussi refuser de comprendre les militants écologistes et anticapitalistes considérés par amalgame comme des terroristes, de façon à protéger coûte que coûte des valeurs éculées, injustes et dangereuses envers la paix, l'humanité et l'environnement ?

CETTE ESCALADE, JUSQU'OÙ VA-T-ELLE ALLER ?

La première loi concernant l'état d'urgence a été promulguée le 3 avril 1955.

La première mention de terrorisme dans la loi française remonte à 1986. Les actes terroristes y sont définis comme des «*entreprises individuelles ou collectives ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur*». La durée maximale des gardes à vue est étendue à quatre jours et l'assistance par un avocat, droit fondamental de la défense, peut être repoussée au troisième jour de garde à vue.

En 1996, après des attentats à la bombe, la loi crée le délit d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et autorise les perquisitions de nuit dans les affaires de terrorisme.

En novembre 2001, à la suite des attentats du 11-Septembre aux États-Unis, le gouvernement Jospin fait voter une nouvelle législation renforçant les pouvoirs des officiers de police judiciaire et notamment les fouilles, autorisées dans les véhicules, les zones portuaires et les aéroports. La loi autorise également les agents de sécurité privés à procéder à des fouilles en cas de forte suspicion.

La loi relative à la lutte contre le terrorisme, votée en 2006 sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, oblige les opérateurs télécom, ou tout autre organisme, à conserver les données relatives à Internet et leur accès est désormais soumis à l'autorisation d'un haut fonctionnaire de police et non sous le contrôle d'un juge. Elle permet également de renforcer la vidéosurveillance en autorisant les préfets à installer des caméras aux abords immédiats des bâtiments publics ou ouverts au public. La durée maximale de la garde à vue passe cette fois de quatre à six jours en cas de risque d'attentats imminents sur le sol français.

Fin 2012, le gouvernement socialiste (dont Manuel Valls est alors ministre de l'intérieur) fait prolonger les dispositions de la loi de 2006 sur la surveillance des données de connexion.

La loi du 13 novembre 2014, portée par Bernard Cazeneuve, crée le délit d'entreprise terroriste individuelle, qui vise surtout les individus qui se radicalisent indépendamment d'une organisation terroriste et qui se traduit par les effets suivants : les enquêteurs pourront désormais perquisitionner non seulement les ordinateurs et disques durs, mais aussi les données stockées dans le "cloud". À cela s'ajoute le droit d'intercepter les discussions téléphoniques sur Internet permises par les logiciels du type Skype.

La loi relative au renseignement, promulguée en juillet 2015, a aussi considérablement renforcé les pouvoirs de surveillance. Ce texte, qui a été vivement critiqué par les défenseurs des libertés publiques, donne un cadre légal à de nombreuses techniques de surveillances utilisées jusque-là dans l'illégalité.

D'autres mesures, qui étaient auparavant soumises à contrôle judiciaire, sont désormais sous contrôle administratif :

- balisage de véhicule,
- sonorisation de lieux privés (micros),
- captation d'images dans des lieux privés,
- captation de données informatiques,
- accès aux réseaux des opérateurs de télécoms et des fournisseurs d'accès à Internet.[15]

Ces mesures sont légitimes quand elles se trouvent intégrées dans un processus de sécurisation des citoyens, mais elles permettent aussi les pires dérives antidémocratiques quand elles représentent des armes entre les mains des tenants du pouvoir et des privilèges quand ils se sentent menacés. L'interprétation des mots "terrorisme", "comportement" et "trouble grave de l'ordre public" peut être facilement détournée et appliquée à n'importe quel mouvement donneur d'alerte ou de résistance civile…

LA PLOUTOCRATIE AUX COMMANDES

Il serait naïf de penser que ces mesures de surveillance et de répression vont s'arrêter là. Car les menaces qui affaiblissent le capitalisme, que ce soit de l'intérieur (marchés saturés, croissance en déclin, inégalités excessives, précarité et pauvreté,…) ou de l'extérieur (réchauffement climatique, destruction des écosystèmes, démographie croissante,…) peuvent conduire à un durcissement des mesures de répression, révélant sa véritable dangerosité par ses recours aux guerres, par l'établissement de régimes totalitaires, par la mise sous tutelle des gouvernements par le monde de la finance et autres ploutocrates. Lorsque les plus

riches confisquent les politiques gouvernementales les règles sont biaisées en leur faveur au détriment du reste de la population, c'est l'érosion de la gouvernance démocratique. Selon la célèbre expression de Louis Brandeis, juge à la Cour suprême des États-Unis : «*Nous pouvons ou bien avoir la démocratie, ou bien avoir de grandes richesses concentrées aux mains de quelques-uns, mais pas les deux à la fois*».[16]

Si, sous l'apparence d'une démocratie parlementaire, l'oligarchie a toujours été présente depuis la seconde moitié du 20ème siècle, avec ses leaders permanents et leurs héritiers, elle glisse vers la ploutocratie, qui installe au sein des gouvernements des technocrates chargés d'appliquer ses directives.

Le gouvernement des riches a su se développer, à l'échelle internationale, par des institutions qui ont fait preuve de leur efficacité : le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce. La littérature sur les méfaits de ces organisations, agissant avec zèle en faveur des grands intérêts financiers, est abondante. Des études montrent comment elles ont créé un véritable gouvernement mondial, soumis aux grands de la finance et au pouvoir des multinationales. «*Quelques centaines de personnes, soutenues par une armée de politiciens corrompus, d'apologistes universitaires, d'agents du renseignement, d'experts de toutes sortes et la force répressive de la police et des forces armées, tiennent la civilisation à la gorge et menacent de la détruire pour satisfaire leur cupidité insatiable. Partout dans le monde, les gouvernements contrôlés par les ploutocrates imposent des mesures d'austérité de plus en plus douloureuses, des réductions de salaire, des licenciements, le démantèlement des programmes sociaux, la fermeture des écoles, l'éviscération des soins de santé. Les trésors d'État sont vidés afin de renflouer les banques et les sociétés, et les banques centrales pompent des milliards de dollars dans les marchés financiers pour faire monter le cours des actions, les bénéfices des entreprises et la rémunération des PDG. Toute restriction juridique à l'accumulation des profits est levée. Pétrifiés à l'idée de la révolution sociale, ils mettent en place l'infrastructure d'un État policier totalitaire mondial, tel que révélé par les révélations d'Edward Snowden, l'ancien employé de l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA)*»[17].

Les armes de destructions massives utilisées par le capitalisme, armes non fictives cette fois, pour protéger son hégémonie face aux menaces solides que représentent le militantisme écologique et anticapitaliste, vont-elles déclencher un mouvement international d'intervention du genre "tempête du peuple"?

François CHATEL

RÉFÉRENCES :

1. M. Berger, *Les effets d'un mauvais gouvernement*, *GR* 1162. B. Blavette, *Surveillances*, *GR* 1165. M.-L. Duboin, *Mais où va -t'on ?*, *GR* 1167 et *Quelle guerre?*, *GR* 1170.
2. aux éditions Actes Sud.
3. N. Klein, *This changes everything*, ed. Simon and Schuster, 2014 (voir *GR* 1160 p.4). Traduction française : *Tout peut changer, capitalisme et changement climatique*, éd. Actes Sud, 2015, (Voir *GR* 1169, p.5)
4. **http://www.lemonde.fr/societe/article/2015/11/27/** *Les militants de la COP21, cibles de l'état d'urgence*, par Laurent Borredon et Adrien Pécout et perquisition-dans-un-squat-du-pre-saint-gervais-avant-la-cop21 **Le Monde.fr** avec AFP (27/-11/2015).
5. **http://www.liberation.fr/debats/2015/11/24/**
6. **http://archive.wikiwix.com/cache/** L'appel des 58 : *Nous manifesterons pendant l'état d'urgence* 30/11/2015 par Les invités de Mediapart.
Et *État d'urgence : 58 personnalités revendiquent la liberté de manifester*. Source AFP, publié le 30/11/2015.
7. C. Tréguier, *L'urgence laisse place à l'arbitraire*, Politis, 3/12/15. Et Syndicat de la magistrature, *Non à l'état d'urgence permanent. Motion adoptée à l'unanimité par le 49e Congrès du Syndicat de la magistrature à Toulouse le 29 novembre 2015*, Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication CGT, 29/11/2015.
8. **http://archive.wikiwix.com/cache**, Collectif, *Appel pour la levée de l'état d'urgence*, sur *La Sociale*, 2/12/2015. Et Collectif, *Appel des 333 pour la levée de l'état d'urgence*, **Libération.fr**, 3/12/2015.
9. **http://la-sociale.viabloga.com** *333 citoyens, responsables et militants associatifs, syndicaux ou politiques s'adressent à tous*, par La Sociale, *Actualités*, 2/12/2015.
10. **http://www.lemonde.fr/idees/** *La liberté est le plus difficile des devoirs*, 21/12/2015.
11. **http://www.lepoint.fr/monde/** *L'anti-terrorisme doit respecter la démocratie, affirme l'ONU* publié le 5/3/2015.
12. **http://www.bastamag.net/**, *L'état d'urgence: Une arme redoutable tournée contre la démocratie et la justice sociale*, par Collectif, 16/12/2015.
13. **https://blogs.mediapart.fr/jerome-monnet/blog/110116,** *Manuel Valls: la légitimation de l'obscurantisme ?* par Jérôme Monnet, 11/1/2016 .
14. **https://reflets.info/**, *Manuel Valls, réfléchir ne nuit pas à la santé*, 11/1/2016.
15. **http://www.lemonde.fr/idees/** *Que va changer l'état d'urgence pour les citoyens ?* 19/11/2015, par M. Damgé et P. Breteau. et **http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/11/26**, *Comment la législation antiterroriste s'est durcie en trente ans*, 26/11/2015 par Gary Dagorn.
16. **http://www.brandeis.edu/legacyfund/bio.html.** *en finir avec les inégalités extrêmes confiscation politique et inégalités économiques*, document d'information d'OXFAM 20/1/2014.
17. **https://www.wsws.org,** *La ploutocratie mondiale*, par Andre Damon et Barry Grey 24/1/2014.

Les contraintes de la transition énergétique posent un gigantesque défi, JACQUES HAMON les évoque, avant de conclure qu'elles sont telles que des risques de nouvelles guerres sont à l'horizon :

Variations climatiques et transition énergétique :

Quel monde demain ?

Le climat et la composition de l'atmosphère terrestre, depuis quelques millénaires, sont particulièrement favorables à l'espèce humaine. Cela résulte d'un fragile équilibre entre l'énergie reçue du Soleil et celle réémise par la Terre vers l'espace. Cet équilibre est modulé par les gaz à effet de serre (GES) d'origine naturelle H_2O, CO_2, CH_4, et NO_2 dont une métabolisation spontanée évite l'accumulation.

Les grandes lignes des variations du climat et de la composition de l'atmosphère sont assez bien connues pour les 800.000 dernières années, grâce à l'analyse de carottes glaciaires de l'inlandsis paléoarctique[1,2]. Ironiquement, c'est la situation au cours de la première moitié du second millénaire de notre ère qui cause le plus de controverses[3,4].

Depuis quelques décennies, la composition de l'atmosphère terrestre est connue avec une grande précision, tandis que la température moyenne de la Terre est raisonnablement bien mesurée depuis plus d'un siècle. Ces observations montrent une concentration des gaz à effet de serre supérieure à celles connues depuis 800.000 ans, et un accroissement relativement régulier de la température, association décrite comme «*la dérive climatique*».

Il est certain que le développement socio-économique, résultant essentiellement de progrès technologiques associés à l'utilisation massive, et croissante, d'énergies fossiles carbonées est la cause de l'augmentation de la concentration des GES, bien au-delà de ce que les mécanismes d'élimination spontanée peuvent détruire.

Dans leur très grande majorité, les spécialistes de ces domaines sont convaincus que la présente dérive climatique découle de la concentration des GES d'origine anthropique (CO_2, CH_4, N_2O) et non de variations spontanées du climat[1]. Quelques analystes continuent de penser que cette dérive est d'origine naturelle et temporaire[3,4].

Si on accepte la thèse majoritaire, on doit aussi admettre que la présente dérive climatique, encore de peu d'ampleur, ne peut que s'amplifier si ces émissions anthropiques de GES continuent à leur niveau actuel, ou même s'accroître tant qu'il existe des énergies fossiles carbonées disponibles et des besoins économiques non satisfaits. Cela conduirait à des modifications du climat souvent défavorables aux populations humaines : températures trop élevées, pluviométrie moins bien répartie géographiquement et saisonnièrement, montée durable du niveau de la mer.

Un Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat a été établi en 1988 pour suivre cette évolution et évaluer son futur probable en fonction des émissions de GES. Des réunions annuelles, COP (=Conferences of parties) s'efforcent de définir la manière d'éviter une dérive climatique dangereuse. La COP21, qui vient de se tenir à Paris, a confirmé la décision de limiter l'accroissement de la température atmosphérique à 2° (et même à seulement 1,5° si possible). Presque tous les pays, à cette occasion, ont précisé les actions qu'ils avaient l'intention de d'entreprendre pour contribuer à atteindre cet objectif, mais la coordination internationale requise est restée très vague[5].

Sur le papier, la solution est simple : il suffit de réduire dans un premier temps les émissions anthropiques de GES à ce que la Terre peut spontanément recycler : environ 4 milliards de tec (tonne équivalent carbone) par an[6], puis les réduire encore plus pour compenser les excès passés, l'idéal étant de ne plus en émettre du tout.

Le défi est gigantesque, la croissance économique étant basée à 80% sur la consommation d'énergies fossiles carbonées[6,7], et près de la moitié de la population du monde vivant dans des conditions humainement inacceptables[8].

Des énergies renouvelables existent[9] mais, parmi les plus vantées, l'éolien et le solaire restent presque entièrement à mettre en place, et le moyen nécessaire pour stocker l'électricité reste à inventer[6,2] tandis que la biomasse n'a qu'un potentiel très limité[10].

Éliminer les gaspillages s'impose, la priorité allant à la reconfiguration énergétique, et sociale de l'habitat. Non seulement il faudra diminuer drastiquement la consommation énergétique des bâtiments , mais il faudra aussi revoir complètement l'occupation des

sols, l'habitat dispersé devenant aussi inacceptable que les mégapoles[6,12].

Les déplacements, tant des personnes que des marchandises devront être limités à l'essentiel : ils sont presque intégralement basés sur des énergies fossiles carbonées. Ceux qui sont inévitables devront être assurés par une électricité renouvelable ou son dérivé l'hydrogène et de rares biocarburants[13].

L'agriculture moderne est une émettrice notable de GES, et sa productivité dépend d'intrants pétroliers et gaziers. Sa réorientation est inévitable, avec, à la fois, une baisse des rendements et des besoins accrus de main d'œuvre. Trouver la main d'œuvre qualifiée requise pourrait être difficile dans les pays les plus développés.

Un problème rarement évoqué sera celui des pays exportateurs de pétrole et de gaz, dont le niveau de vie et même l'alimentation dépendent majoritairement de ces exportations. En leur absence, découlant de l'abandon des énergies fossiles carbonées, tout ou partie de leurs populations devra s'expatrier pour survivre. Ce sera le cas de dizaines de millions de personnes de la péninsule arabique et d'Afrique du Nord. Où iront-elles ? En Europe ?

Les pays les moins développés souhaitent accéder au niveau enviable des pays riches, popularisés par les films, la télévision, internet, qui les rendent sensibles aux pressions. Les grands pays en voie de développement ont les moyens de faire accepter leurs exigences. Les pays développés ne sont pleins de bonne volonté que sous réserve de ne pas affecter leur niveau de vie ; et ils ont encore tellement de pauvres… Idéalement, les émissions de GES par personne devraient passer à moins de 400kg équivalent carbone par an. Cela correspond à une réduction, pour les États-Unis, à 5% de leur niveau présent, à 13 à 14% pour la France et à 10% pour la Chine[6]. Peut-on croire au Père Noël ?

Idéalement aussi, les pays les plus avancés devraient contribuer à financer la transition socio-économique des autres pays en s'engageant eux-mêmes sur la voie d'une décroissance durable[14], dont quelques propositions, d'une faisabilité douteuse, ont été publiées pour la France[15,16].

L'avantage de la COP21 c'est que les pays participants ont accepté de se retrouver périodiquement pour comparer leurs performances respectives et, si nécessaire, pour ajuster leurs objectifs nationaux. Tout délai rendrait l'objectif international plus difficile à atteindre, il paraît d'ores et déjà probable que la stabilisation de la dérive climatique se situera sensiblement au-dessus du 2°C retenu, 3° paraissant possible…

Pour des raisons indépendantes de la dérive climatique, les sociétés de l'an 2016 ne sont pas très stables… Les contraintes de la transition énergétique risquant de ne rien arranger, des risques de nouvelles guerres sont à l'horizon[17,18,19].

Jacques HAMON

RÉFÉRENCES

1. J. Jouzel, *Quel climat demain ?*, éd. Dunod, Paris, 2015.
2. S. Huet, *Les dessous de la cacophonie climatique*, La ville brûle, Paris, 2015.
3. O. Postel-Vinay, *La comédie du climat*, éd. J-C Lattés, Paris, 2015.
4. R. Prud'homme, *L'idéologie de réchauffement*, L'Artilleur, Paris, 2015.
5. O. Postel-Vinay, *Le ballon crevé*, Libération du 13/1/16.
6. J.-M. Jancovici, *Transition énergétique*, éd. O.Jacob, Paris, 2013.
7. T. Caminet *et al*, *Produire plus, polluer moins, l'impossible découpalge*, éd. Seuil, Les petits matins, Paris, 2014.
8. D.Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, éd. La découverte, Paris, 2012.
9. J. Hamon, *L'indispensable changement*, GR 1133, juillet 2012.
10. H. Bichat et P. Mathis, *La biomasse, une énergie d'avenir ?*, éd. Quae, Versailles, 2013.
11. J. Hamon, *Énergies fossiles, métaux essentiels : comment s'adapter après l'épuisement des réserves ? éd.* Environnement et technique, 293, Paris, 2010.
12. R. Heinberg, *The party is over. Oil, war and the fate of industrial societies*, New Society Publishers, Canada, 2003.
13. J-M Agator *et al*, *Hydrogène, énergie de demain ?* éd. Omniscience, Sophia-Antipolis, 2008.
14. S. Latouche, *Le pari de la décroissance*, éd. Fayard, parie, 2006.
15. T. Salomon *et al*, *Manifeste négawatt. Réussir la transition*, éd. Actes sud, Arles, 2012.
16. H. Geli, *Le changement climatique*, éd. Quae, Versailles, 2015.
17. M. Rees, *Our final century*, éd. Arrow books, Londres, 2003.
18. G. Dyer, *Alerte. Changement climatique : la menace de guerre*, éd. R.Laffont, Paris, 2009.
19. *Le monde en 2030, vu par la CIA*, éd. des Équateurs, Paris, 2013.

Nous avons reçu, ces derniers temps, quelques lettres, plus longues que d'habitude, de nos lecteurs. La première est celle de GUY EVRARD qui tient à compléter la réponse qui avait été faite dans notre précédent numéro par T.B., de Saint Georges des 7 voies qui disait n'avoir pas vu traiter, dans La Grande Relève, depuis son abonnement en octobre 2014, «le sujet de la surpopulation de l'espèce humaine sur la planète» :

Quel(s) équilibre(s) démographique(s) sur notre planète ?

Au-delà des angoisses infondées, il est évident que des équilibres démographiques doivent être recherchés sur notre planète, aux capacités finies, tant en ressources naturelles et alimentaires que pour recycler les effluents des activités humaines, avant que l'Univers offre à nos descendants d'hypothétiques *Terra Nova*.

Trois textes de Guy Evrard ont été publiés dans les numéros 1097, 1098 et 1099 de *La Grande Relève*, sous le même titre repris ci-dessus, comme point de départ d'une réflexion à élargir sur la question démographique, au moment où une crise globale, à la fois écologique, économique et sociale, oblige les hommes à s'interroger sur leur devenir à la surface de la Terre, en dehors de tout questionnement existentiel.

L'auteur s'est basé sur des informations scientifiques diffusées notamment lors de conférences données par les démographes Hervé Le Bras et Henri Leridon, sur le thème *Démographie et développement durable*, respectivement à la Cité des Sciences et de l'Industrie et au Collège de France, en 2008 et 2009.

La première partie restitue brièvement l'aventure humaine et le peuplement de la Terre dans le temps et l'espace, de la conquête à la fuite en avant au cours des derniers siècles, jusqu'à la crise actuelle. Elle permet de mesurer à la fois "la jeunesse" de l'homme sur la Terre et la formidable accélération des transformations dont il est responsable. Elle provoque cette prise de conscience de l'urgence, maintenant à l'échelle d'une vie d'homme, à affronter les défis qu'il a lui-même soulevés. A*vant que terre ne meure*, pour reprendre le propos de Jean Dorst*.

La seconde partie montre qu'une analyse scientifique des mécanismes de transition démographique qui se mettent en place lorsque les peuples accèdent au progrès, c'est-à-dire lorsqu'ils prennent conscience de la baisse de mortalité qui en résulte et tendent alors à réduire les naissances, laisse entrevoir la fin de l'accroissement démographique vers 2050. Certes, les démographes restent prudents en raison de l'inertie propre à ces transitions et aussi parce que de multiples facteurs d'influence subsistent, tels que l'instabilité géopolitique de certaines régions et probablement les développements à venir de la crise écologique. Une prudence dont on mesure le bien-fondé aujourd'hui.

Dans la troisième partie, il devient évident que le destin de l'homme dépend de sa capacité à reconquérir la Terre, dès maintenant. Non plus pour la dominer et l'exploiter en transformant en marchandise toute ressource qu'elle nous fournit, jusqu'à l'eau qui a permis le développement de la vie et bientôt sans doute l'air que nous respirons, comme la logique libérale capitaliste nous y entraîne, jusqu'à laisser la planète exsangue. Mais en s'efforçant de toujours mieux comprendre les mécanismes d'équilibre de la biosphère, afin de mieux s'y intégrer, pour qu'en profitent encore de nombreuses générations. Alors, la maîtrise de la démographie par les peuples eux-mêmes devient un levier puissant pour cette reconquête, puisqu'elle accompagne l'accès au progrès, puisqu'elle oblige à une répartition plus équitable des ressources alimentaires et à des choix de développement résolument solidaires.

Et si les questions démographiques entraient effectivement enfin dans le débat public, comme le suggère notre lecteur ? Sous le couvert du respect de la liberté individuelle fondamentale de procréation, ne craint-on pas en réalité que les citoyens s'approprient collectivement ce droit pour revendiquer plus de pouvoir dans l'organisation de la société ? Il serait temps, avant que les idées post humanistes offrent de nouvelles armes au capitalisme.

Guy Evrard

Référence :

* Jean Dorst (1924-2001), biologiste, ancien directeur du Muséum National d'Histoire Naturelle (1975-1985) et membre de l'Académie des sciences. *Avant que terre ne meure*, éd. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel (Suisse), 1965.

Merci à nos abonné(e)s de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, puis de plus en plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

souscription permanente ***POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE***

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens de le payer, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

M. S. Ghenai 27- M. G. Leray 37- Melle J. Morilhat 27 – M. P. Beau 2 – M. A. Soltani 17- M. A. Bouchard 27 – M. G. Bouchard 27 – M. M. Berger 6 - M. R. Cerison 27 – M. R. Savart 27 – M. M. Delahaye 7 – Mme H. Vergniol 7 – Mme G. Frete 48 – Mme N. Lescure 47. Total 333 euros. ***Merci à tous !***

La deuxième a été envoyée de Vaulx-en-Velin :

États d'âmes d'un lecteur "citoyen de base"

Tueries & représailles.
En 2006 en compagnie de mon ami Azzedine Soltani, nous nous sommes offert un aller-retour Lyon-Paris afin de rencontrer, enfin en chair et en os, M.-L. Duboin. Au cours du repas, je lui ai posé cette question : «Qu'arrivera-t-il si on ne passe pas en économie distributive ?» Sa réponse fut nette et sans bavure : «ce sera le chaos permanent !». Eh bien, 10 ans après, nous y sommes bien dans le chaos, et il n'a pas vraiment cessé depuis l'armistice de 1945, malgré l'aspect trompeur des 30 glorieuses : guerre d'Indochine, guerre d'Algérie, conflits mondiaux, mai 68, montée du chômage de masse à partir de 1975, implosion de la Yougoslavie, pillages et pollutions des pays africains, apartheid, attentats de New-York, de Madrid, de Londres, de Tunis, de Paris, émeutes dans les banlieues, et toutes les atrocités que ma mémoire défaillante oublie.
Franchement j'ai pensé qu'une ère nouvelle allait sortir des décombres du World Trade Center. Mais hélas, quelques jours après, j'ai déchanté en voyant la reprise des cours de la Bourse à Wall Street.
Et j'ai été encore plus désolé en voyant Bush envahir l'Iraq et l'Afghanistan pour le désastre que l'on sait aujourd'hui.
Alors, elle est où la mondialisation heureuse qu'on nous promettait ?
Je ne vais pas parler ici de mon sentiment à propos des tueries de Paris ou des représailles engagées par le gouvernement, car c'est exactement le même que celui exprimé par M.L.Duboin dans *La Grande Relève*.

Les régionales.
Normalement, pour les régionales comme pour les municipales, on devrait pouvoir voter sans complexe pour quelqu'un qui n'est pas spécialement de notre sensibilité politique, du moment que sur le plan local, il fait bien son boulot. Mais les politiciens et la doxa médiatique ont pris l'habitude néfaste, depuis plusieurs décennies, de transformer ces consultations locales comme baromètre des forces politiques et d'en faire un test national.
Hollande, Valls, Macron forment un triumvirat néfaste et dangereux pour le pays ; malgré les avertissements des frondeurs du PS (en réalité des socialistes clairvoyants), ce trio a tellement déçu l'électorat de gauche que celui-ci s'est jeté comme un seul homme, ou presque, dans les bras de la famille Le Pen ou dans ceux de la droite radicalisée (la droite sans complexe, disent les bellâtres des JT)
Ainsi en Rhône-Alpes-Auvergne, c'est Laurent Vauquiez qui est élu avec le soutien de voix du FN. Pour se faire remarquer, il se balade avec une parka toute rouge, aussi ringarde que les idées qu'il préconise. «Plus de travail et moins d'assistanat» il a dit le monsieur qui n'aime pas les métiers saltimbanques comme le cirque et les théâtres de marionnettes. Je pense que notre Guignol lyonnais saura trouver d'ardents défenseurs dans la population.
Car Vauquiez a annoncé une baisse considérable des subventions accordées aux associations ; à Vaulx-en-Velin le réseau associatif est très dense et les premières concernées par cette baisse budgétaire seront sans doute celles à but humanitaire.
Malgré ce résultat accablant, le triumvirat veut continuer la même politique libérale et, d'après les experts qui squattent l'émission "C'dans l'air", Hollande veut ainsi foutre la zizanie à droite afin de se retrouver, au deuxième tour, en face de Marine Le Pen, et être réélu en tablant sur un sursaut républicain des citoyens de tous bords pour faire barrage au FN. D'ici là, le mécontentement sera tel que les rangs de la famille Le Pen vont grossir et rien ne dit qu'il y aura cette fois-ci, comme au deuxième tour de 2002, un tel sursaut citoyen.
D'après les journaleux, comme on voit arriver dans tous les groupes politiques des jeunes de moins de 40 ans, c'est la preuve que tout le monde souhaite un renouveau de la politique, qu'ils vont amener un sang neuf, un nouveau souffle et patati et patata. Mais comme ils reprennent les mêmes idées sclérosées que leurs aînés, on peut se ● ● ●

QUAI DE CLICHY

J'ai longtemps vécu près des portiques.
Parfois, comme des chants métalliques,
Venaient dans la nuit bercer mes rêves,
Valses des sons, prolongeant la trêve.

Deux grands tas noirs au bout des bassins,
Nuées d'oiseaux, telles des essaims,
Picorant ou bien virevoltant,
Pigeons, mouettes ou grands goélands,

Un flot noir, par la vanne ouverte,
Coule dans le chenal. Voie déserte,
Mais dans l'air, des mouettes par centaines,
Nuages blancs effleurant la Seine.

Sur le quai, le garçonnet, c'est toi.
Au temps sombre nazi, ce fut moi,
Courant sur les gros pavés brillants,
Vers les oiseaux peureux et fuyants.

Arthur, l'enfant poète, revient.
Massacrés, il n'y a plus d'Indiens.
Perdu au lointain, ton bateau ivre,
Que nulle personne ne délivre.

Avec l'expansion économique,
Rien d'impossible, tout est magique.
Retirées les deux îles d'ici,
Voie élargie, Seine rétrécie.

Marins, vous qui passez sans tout voir,
À quand le jour sans un au revoir ?
Emporté dans votre blanc sillage,
J'irai jusqu'à l'ultime rivage.

Jean Quèbre

demander ce que ces jeunes politiciens peuvent insuffler de neuf ! Dans les années 80, on nous avait déjà raconté qu'avec les jeunes loups, Madelin, Léotard, Devedjian d'un côté, Dray, Montebourg, Peillon, de l'autre, etc. on allait voir ce qu'on allait voir. En fait, beaucoup de tapage, des résultats désastreux et un chômage endémique.

Des journalistes honnêtes diraient qu'il faut un changement d'économie, pas des changements de têtes.

Mais ça, c'est une autre histoire.

La COP 21.

Malgré un accord final, c'est vraiment du n'importe quoi. D'abord, contrairement à ce qui était initialement prévu, et si j'ai bien compris, il n'y aura aucune autorité supranationale pour contrôler les engagements des 195 pays concernés. Il paraît que c'est trop compliqué à mettre en place… alors que contrôler les déplacements des citoyens pour savoir ce qu'ils font minute par minute, ça ne pose aucun souci au Moloch capitaliste ! Donc il faudra se fier à la bonne foi des multinationales qui se sont engagées pour polluer un peu moins ! Ce serait à mourir de rire si ce n'était pas si grave !

La protection de l'environnement demanderait l'abandon des comportements mercantiles et une production raisonnée, ce qui est incompatible avec le capitalisme mondial qui veut toujours plus de croissance ("créatrice d'emplois" croient les benêts) et plus de dividendes pour les actionnaires. Une preuve récente : la décision d'autoriser, durant encore 6 années, une entreprise à déverser des produits extrêmement toxiques dans la Méditerranée du côté de La Ciotat, vient d'être prise, face au chantage au chômage !

De toute façon l'adoration du Veau d'Or conduit toujours le troupeau. Paraphrasant Descartes, disons que c'est «*je consomme donc je suis !*». Publicités outrancières dans les médias, par téléphone, par internet et sur les routes, salaires mirobolants des footeux et d'autres sportifs de haut niveau (tous dopés, c'est ma conviction, et servant de supports publicitaires), hystéries collectives au moment des soldes (les gens s'étriperaient pour entrer les premiers dans un magasin), odieux et cyniques messages des banques en ligne, cotations en Bourse et jusqu'au scandaleux Paris-Dakar, tout est devenu marchandise !

Ce n'est pas dans ces conditions que la planète va devenir un lieu convivial, respectueux de la faune et de la flore ! Trop de citoyens n'ont pas encore compris que l'humanité n'est pas une exception dans la nature qui serait à son service, mais qu'elle en est une partie intégrante…

Quand on voit que les sponsors de la COP 21 étaient les mêmes que ceux des documentaires commerciaux de Yann Arthus Bertrand, on peut se poser des questions sur la sincérité de leur engagement pour le climat et l'environnement !

J'apprends que les opposants à Notre-Dame des Landes sont, à l'heure où j'écris, dispersés par les flics, voilà qui en dit long sur

l'hypocrisie de Hollande et consorts.

Paris candidate aux JO 2024.

On n'a pas fini d'en entendre parler jusqu'à la décision finale. Des spots ont déjà fait leur apparition avec des sportifs aux biscotos surgonflés se félicitant de cette décision. Et tous les médias d'y aller de leurs petits couplets : prestige de Paris et de la France, Paris centre du monde, fierté nationale, créations d'emplois, retombées post-olympiques, et patati et patata. Alors si par malheur Paris est désignée, on devine l'hystérie médiatique. Je vois déjà en pleine page de la Une de L'Équipe, la tour Eiffel avec un lumineux slogan : Paris 2024 ! Et Télématin abrutir le citoyen lamda en lui rappelant l'événement tous les jours, depuis l'annonce de la décision jusqu'à la fin des JO, et encore après, pour le bilan.

Présidentielles 2017.

La ligne de départ est déjà bien garnie. À gauche, à droite et aux extrêmes, toujours les mêmes avec leurs litanies habituelles ; les lecteurs de la GR savent pertinemment qu'il ne faut rien espérer de ce côté-là. À la gauche des socialistes, personne n'a réussi à faire éclore un mouvement contestataire et dynamique comme Podemos en Espagne malgré une pauvreté et une précarisation en hausse constante.

Le peuple me semble anesthésié. Les syndicats se sont discrédités dans la lutte entre le peuple et l'oligarchie capitaliste dominante à cause de leur vision passéiste, avec toujours ce même schéma : salaires, prix, profits, emplois, au lieu de s'engager dans la déconnexion entre salaire et temps de travail, et, grâce à une monnaie de consommation, avoir accès à un revenu social suffisant pour être autonome. C'est encore pour eux pure illusion…

J'ai lu et relu l'article de Guy Evrard *De l'auberge libérale à l'auberge espagnole*, dans la GR 1154 de juin 2014. Il est vrai que beaucoup de revues font, peu ou prou, les mêmes critiques que nous, et je sais bien que si je fais lire la *GR* à un abonné de Politis, de L'*Humanité Dimanche*, de *Fakir*, de *Siné Mensuel* etc, notre point de vue sera accueilli favorablement et vice versa. Mais comme à ces revues, l'accès aux grands médias nous est interdit.

Alors ma question est : «Comment faire lire *La Grande Relève* à un supporter de foot ?

Serge Bagu

J'ai particulièrement apprécié dans le numéro de décembre le conte d'hiver de B.Blavette. Je crois qu'une des raison de la difficulté de diffusion massive des thèses défendues par La Grande Relève prend sa source dans les éléments suivants : • nous sommes dans un environnement sociétal où la communication est omniprésente et impose son format, la simplicité du message (parfois simpliste quand il se veut manipulateur) • l'économie est une "science" complexe pour qui n'en maîtrise pas les mécanismes (ce qui est encore mon cas…). De ce point de vue, la forme de conte est un excellent outil pédagogique qui ouvre à la compréhension et à l'adhésion. Merci pour votre engagement militant.

P.C., Aubagne.

***

Un mot court sur votre article concernant l'état d'urgence (décembre 2015). Il était juste autant que nécessaire. Cependant il m'a semblé manquer d'informations sur les résistances alternatives mise en place, face à l'interdiction de manifester. Il y a eu, de fait, des milliers de gens dans la chaîne organisée par les associations de la ***coalition climat*** *(Alternatiba, Forum climat et plein d'autres) à Paris le 29 novembre, de façon responsable, pacifique, chaleureuse, émouvante, les gens ont désobéi à l'état d'urgence politique pour souligner l'urgence climatique. L'épisode mis en avant par la police et les médias n'était nullement représentatif de ce mouvement de masse des citoyens de tous les âges, de tous les horizons, réunis pour faire entendre leurs voix aux responsables politiques.*

Je crois que de nouvelles formes de résistance se mettent en place, elles ont déjà, grâce à la Coalition Climat durant la Cop 21, réalisé un énorme travail d'informations, d'approches et d'actions alternatives. Elles vont continuer. Je souhaite et j'espère que la Grande Relève, pour ses lecteurs et son information s'intéressera à toutes ces associations œuvrant de manière originale et efficace dans la lutte contre le réchauffement.

M. V. Marly-Le-Roi.

***

Avec tous mes remerciements pour votre travail d'éducation populaire et de santé publique.

M.L. Strasbourg.

***

Avec mes félicitations pour votre dévouement.

R. C. Les Essarts Le Roi

***

J'attends avec intérêts vos prochaines parutions, elles m'apportent toujours un éclairage différent sur l'actualité et cela est bien nécessaire par les temps qui courent.

P.B., Flemalle.

Malgré l'augmentation, en janvier dernier, des tarifs postaux concernant la presse, nous allons maintenir nos tarifs aussi longtemps que possible

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . 23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . 26 euros.
TOM . . . . . 29 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, …) . . . . . 29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . 27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,…) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…) . . . . . .30 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de

LA GRANDE RELÈVE

et envoyé

88 Bd CARNOT
78110 LE VÉSINET
FRANCE

N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

•JE PROLONGE MON ABONNEMENT À *LA GRANDE RELÈVE* POUR.....
•JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) MENSUEL(S) À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire des majuscules)* :

M. Mme,ou Melle, prénom, nom : .....

immeuble (éventuellement) : .....

N° et voie : .....

code postal et commune : ..... *pays*.....

•JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....

POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....

DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, nous affirmons qu'il faut rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable, et à cette fin, remplacer la monnaie actuelle par une monnaie qui ne circule pas donc qui ne puisse pas être "placée" pour "rapporter". Une telle monnaie, émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, mais laisse au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont alors deux flux permanents qui s'équilibrent. Ce sont les citoyens qui en définissent l'intensité en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres et de recevoir leur part d'usufruit de notre héritage commun.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

• ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 €).

• D'anciens numéros et un court résumé de nos thèses (4 pages de format A4) sont disponibles (1 euro chacun).

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE

Impression : Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement le lundi entre 15 et 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)